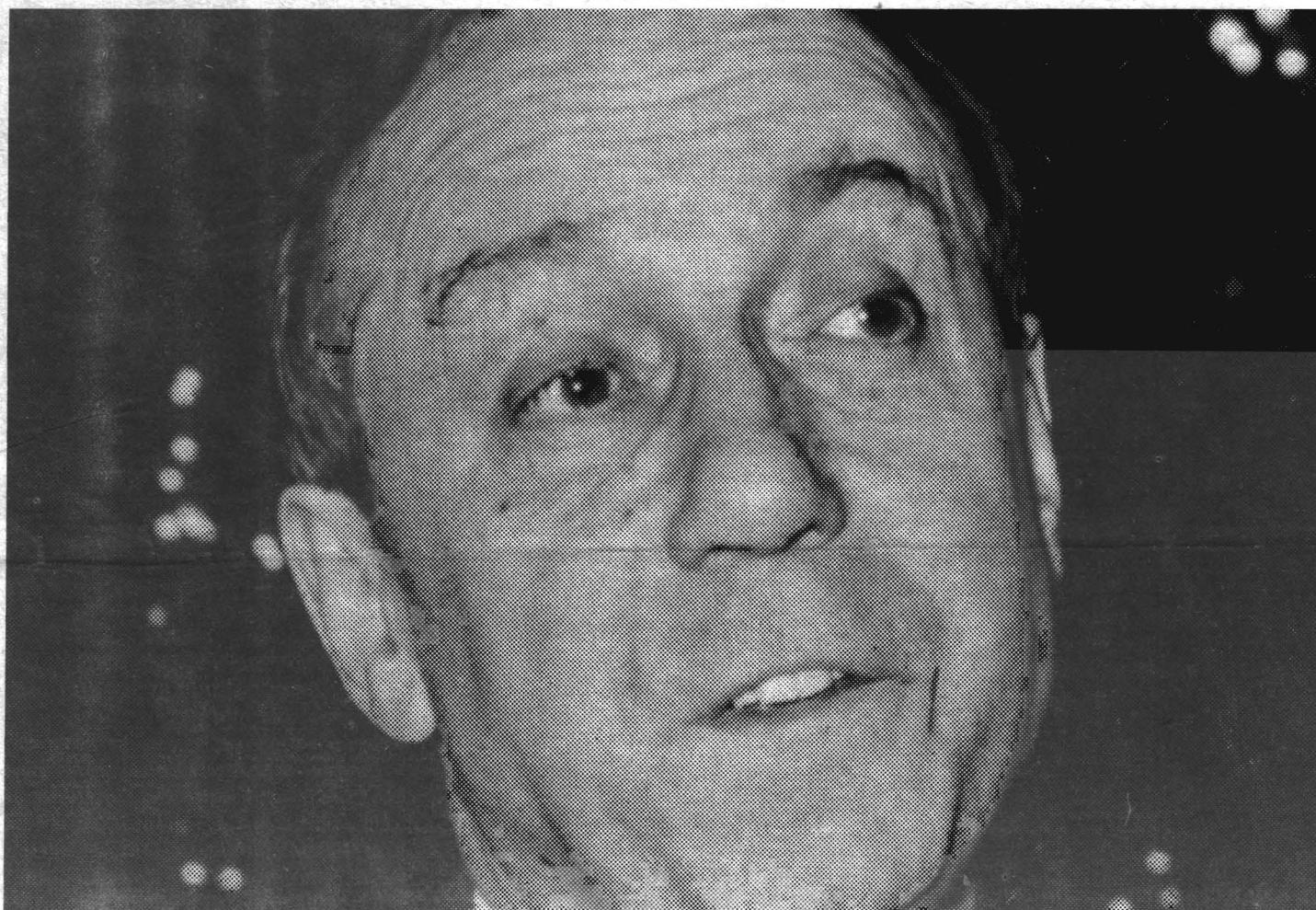


Tribune socialiste

N° 358 / 1^{er} FÉVRIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Agip

Le Plan Debré

Jacques Malterre

M. Debré s'est décidé à prendre des décisions. Depuis plusieurs mois, très exactement depuis janvier 1967, le petit programme qu'il vient d'annoncer était sur le métier. Que certains journalistes aient parlé d'improvisation fait un peu sourire. Grâce à notre administration économique, le ministre de l'Economie a toujours dans sa poche gauche un plan de relance et dans sa poche droite un plan de stabilisation. Dans un cas comme dans l'autre, l'arsenal des mesures possibles est bien connu et les faiseurs de plans peuvent s'en donner à cœur-joie.

Le problème n'est pas de savoir ali-

gner des propositions comme on enfile des perles scintillantes : une verte pour les agriculteurs, une rouge pour les ouvriers, une dorée pour le patronat, une incolore pour les contribuables. Le problème pour un gouvernement — quel qu'il soit — se décompose en trois questions : 1) quel est à un moment donné le danger le plus grand ? 2) comment peut-on maintenir la cohésion de sa majorité ? 3) peut-on agir dans l'imédiat sans grever lourdement l'avenir ?

Changement de priorité

Relancer l'économie, faire repartir les affaires. Quelle délicieuse sensa-

tion ! Quel heureux devoir ! Qui donc désire le malheur des Français ? Qui est sadique au point de se réjouir de voir le nombre de chômeurs augmenter ? Personne ! Il y a parfois des dirigeants qui se disent « puisque ce que je fais est impopulaire c'est que c'est bien » ; mais ce ne sont pas des hommes politiques ou pas encore. M. Giscard d'Estaing a été remercié en 1965 parce qu'il s'est rendu désagréable à des milieux « influents » : il ne recommencera pas. Mais l'homme d'Etat est celui qui s'étant fait une

(suite page 3)



**Caen
en colère**
Bernard Liou

**Le ghetto
noir**
André Ferri

**Conférence
méditerranéenne**
Marc Heurgon

**Jazz
d'aujourd'hui**
Claude Louis

**Le Congrès
S. F. I. O.**
Lucien Saintonge

□ LES POINGS SUR LES I Bombes glacées

Quatre bombes atomiques enfouies sous les glaces du pôle. Y a-t-il là motif à s'inquiéter sérieusement ? Sans doute. En effet, nous avons eu chaud. Un avion qui « perd » ses bombes au-dessus du pôle nord — jusque-là rien de très grave : quelques ours risquent d'être contaminés, quelques esquimaux aussi, mais chacun sait que les esquimaux sont un peuple en voie d'extinction — peut très bien les perdre au-dessus de Paris, de Rome, de Palomarès, de Los Angelès, à l'heure où les rues sont pleines de hippies.

Elles peuvent aussi « tomber » par mégarde sur Pékin à l'heure où cinq cent mille jeunes gardes rouges adorant sur la place de la Paix céleste, le Président Mao et le maréchal Lin Piao. Qu'elle soit amorcée ou non, une bombe est une bombe ; ce n'est pas une dragée de baptême. On voit d'ici les risques courus par les populations, les paniques qui s'ensuivraient.

Dans un premier temps je m'étais réjoui. Quatre bombes de moins pour les fous du Pentagone m'étais-je murmuré à l'oreille. Mais relisant le « Défi américain » de Servan-Schreiber, j'appris que les U.S.A. ne sont pas à quatre bombes près. Une pareille avanie réduirait la politique nucléaire du général De Gaulle à néant. Pour les Américains, elle constitue une broutille. Après j'ai eu la fièvre, consécutive à un cauchemar : les bombes glacées explosaient. Le pôle nord éclatait. La planète déséquilibrée s'enfonçait dans le néant. Un ami spécialiste me dit que je suis un crétin. Elles ne peuvent exploser, tout au plus contaminer les eaux arctiques. La France est loin, je n'ai plus peur. Le Danemark peut être touché. Qu'importe, je n'aime plus le Danemark qui vote pour les réactionnaires.

Mais en définitive quelque chose me trouble profondément : la manie qu'ont les Américains de laisser tomber des tas de choses du ciel : napalm sur les villages du Vietnam, avec, entre-temps, quelques poupées, pour les enfants vietnamiens qui hurlent de douleur ; déclaration des Droits de l'homme imprimée à des millions d'exemplaires sur les ghettos noirs U.S.A. ; des dictateurs sur les républiques latino-américaines. On n'en finirait pas d'énoncer tout ce qu'il y a dans la hotte du Père Noël yankee qui voyage. Ne vivons-nous pas au XX^e siècle ? en B. 52.

André LAUDE.

□ Jour J de la métallurgie

Avant même le petit matin du 25 janvier, la journée nationale de la revendication de la métallurgie était assurée d'un grand succès. En effet, la veille, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières avait écrit à la C.G.T. et à la C.F.D.T. pour répondre aux questions qui devaient lui être posées le lendemain. Et il n'y avait rien dans ses propos qui puisse rassurer les salariés. En gros, l'organisation patronale annonçait qu'elle ne voyait pas pourquoi les salariés pouvaient être mécontents. Pour elle les actuelles discussions sur l'indemnisation du chômage partiel sont amplement suffisantes pour créer un climat de paix sociale.

Bien évidemment, les organisations de salariés ne l'entendent pas de cette oreille. Elles estiment que la crise de l'emploi est beaucoup plus vaste que le simple aspect du chômage partiel. De plus elles revendiquent une véritable politique des salaires reposant sur des accords précis.

Donc l'organisation patronale ayant répondu trop tard, et surtout n'ayant pas abordé les véritables problèmes, les arrêts de travail décidés ont eu lieu. Sauf dans le secteur automobile, on a remarqué que les consignes de grève avaient été suivies par 80 % des travailleurs en moyenne.

A travers la France, il y a eu de nombreuses manifestations, rassemblement des milliers de métallurgistes. A Paris, trois mille personnes réunies à la salle Wagram, entouraient la délégation intersyndicale qui devait être reçue par le syndicat patronal. L'entrevue, comme on s'en doute, n'a rien donné.

Même si les métallurgistes ont surtout revendiqué sur l'emploi, il faut retenir qu'ils ont nettement pris position pour un renforcement de l'action commune C.G.T.-C.F.D.T. Notons aussi qu'à Paris, devant trois mille personnes, la C.F.D.T. a affirmé que ce qu'il fallait obtenir c'est un changement des structures du pays et que cela « ne peut se faire que dans une alternative politique de gauche ». Il faudra nous habituer à entendre de plus en plus souvent de tels propos, appelés à être même plus précis au fur et à mesure que passeront les mois et qu'augmenteront les erreurs du gouvernement. □

□ Fougères qui gronde

Fougères est une petite ville bretonne de 25 000 habitants aux confins de la Manche et de la Mayenne. C'est une ville qui meurt, doucement, sans bruit. Sans bruit et pourtant ce 26 janvier 6 000 personnes sont descendues dans la rue à l'appel des syndicats, des organisations de malades de buveurs guéris,

etc. Le Parti Communiste et le P.S.U. avaient apporté leur soutien à cette manifestation.

La situation est dramatique : industries inadaptées, incapables de recevoir le surplus qui arrive de la campagne, patronat rétrograde et incompetent, insuffisance de la population de 18 à 25 ans qui fuit vers Rennes puis vers Paris. Le revenu moyen y est inférieur au revenu moyen breton : en ce qui concerne le niveau moyen général des revenus, sur les 21 grandes régions économiques de France, la Bretagne arrive en dix-huitième position.

Fougères, ville industrielle, mais quelles industries ? chaussure, bâtiment, vêtement, c'est-à-dire des activités saisonnières soumises en plus aux fluctuations de la mode. Il y a bien eu des industries parachutées ; on s'était alors plus soucieux de créer des emplois de manière empirique que de promouvoir un plan de développement de l'arrondissement. Le résultat, c'est la crise ; crise dans la métallurgie et le textile qui licencient, crise dans les industries traditionnelles, le traitement du cuir.

Les industries traditionnelles sont sans avenir : elles ne requièrent que peu de qualification ; à l'heure actuelle, 50 % des emplois industriels (mis à part le bâtiment) sont des emplois de manœuvres ou d'ouvriers spécialisés. De plus il faut savoir que la plupart des ouvriers qualifiés ne seraient qu'ouvriers spécialisés dans des industries technologiquement plus avancées. De ce fait, la hiérarchie des salaires est complètement écrasée : 31 % des ouvriers touchent un salaire horaire inférieur à 3 F et 42 % un salaire situé entre 3 F et 3,50 F. C'est alors les licenciements, le chômage, les drames lorsqu'on songe que la majorité des emplois sont des emplois féminins.

En 1967, 729 emplois ont disparu dans le secteur secondaire. De 1954 à 1966, trente-trois entreprises ont fermé leurs portes.

Nous rapporterons ici des propos de jeunes cités par le journal régional : ils n'ont pas vingt ans.

● Trois jeunes filles employées dans une usine de vêtements : l'une est « petite main » (à tout faire), l'autre monte les cols, la troisième s'affaire à un autre stade de la chaîne. Salaire 250 F par mois.

● Un garçon de 17 ans « arrache les crampons » dans une fabrique de chaussures. Il gagne 300 F.

On pourrait multiplier les exemples. Nous connaissons entre autres le cas d'une jeune fille de 17 ans, apprentie dans un magasin de vêtements, effectuant le travail d'une vendeuse et gagnant aux alentours de 90 F par mois.

Fougères, ville qui sommeille, ville où l'on s'ennuie, ville qui meurt. Cet état de fait se traduit bien dans le budget primitif de la ville :

— dépenses de la section de fonctionnement : 5 808 192 F ;

— dépenses de la section d'investissement : 1 048 463 F.

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

Que prévoient les pouvoirs publics ? Rien. Il faudrait créer 2 000 emplois nouveaux : le sous-préfet a avoué aux délégués syndicaux qu'il recevait, que rien n'était envisagé pour 1968.

Les Fougérais se sont fâchés. Vendredi matin 6 000 hommes et femmes, garçons et filles, sont rassemblés devant la place de la mairie. Le maire avoue son impuissance. On se rend chez le député parachuté, Michel Cointat : il est absent. A chacun son métier ! Aux ouvriers de crever de faim, au député de ne pas écouter ceux qui l'ont élu, ceux à qui il avait fait des promesses.

Des cris montent de la foule : « Député fantoche » et les syndicats font scander : « Cointat, trouillard ». A la sous-préfecture, la fièvre monte : la place de la sous-préfecture, place sans nom, est baptisée place du chômage, le drapeau, un panneau de stationnement sont arrachés, des vitres brisées. On s'attaque à la grille : le service d'ordre des syndicats empêche qu'elle ne soit complètement défoncée. L'après-midi c'est presque l'émeute : la grille est renversée, les gendarmes et les CRS chargent. Vers 18 h, l'armée se retire, le calme revient. Bien sûr, c'était des jeunes et ils ont leur manière de s'exprimer. Encore faut-il expliquer les raisons de leur colère.

Ce jour-là quelque chose a changé à Fougères : une prise de conscience s'est opérée. Il faut remettre le régime en cause. Les notables locaux ont montré ce qu'ils étaient. Un dernier souhait : que ces manifestations fassent comprendre à certains qu'un aménagement du capitalisme est impossible, qu'il est vain de prétendre développer les relations contractuelles patrons ouvriers. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Mais lorsque le jour décisif arrive, malheur à qui se trompe ! □

□ Le plan Debré

(suite de la page 1)

certaine idée des priorités, conforme ses actions à ce qu'il croit nécessaire et juste et s'y tient... tant qu'il peut.

En 1967, M. Debré considérait que le danger principal était que la croissance soit trop rapide en France, par comparaison avec ce qui se passait chez ses voisins et il craignait que cette différence provoque un déséquilibre de nos échanges extérieurs et une perte de devises. Il estimait également que l'opération T.V.A. du 1^{er} janvier 1968 était un cap difficile à doubler et qu'il fallait attendre de voir comment il serait franchi avant de donner un coup de barre pour revirer vers la côte... de l'expansion. Durant cette année, le Gouvernement n'était pas inconscient des inconvénients de la situation : les résultats économiques s'écartaient du Plan, le patronat était de plus en plus réticent, le chômage augmentait régulièrement. Chacun savait qu'il fallait agir mais on attendait, rue de Rivoli, que le 1^{er} janvier soit passé ; on croyait même pouvoir attendre le mois de mars sans prendre des mesures sérieuses et puis... les choses se sont accélérées.

Ce qui a compté c'est le fait que le chômage soit brusquement devenu un problème politique dominant les autres et que le changement de politique économique ait paru moins périlleux.

Les Ministres lisent les journaux et se promènent. Dans les journaux, la place consacrée au chômage a brusquement augmenté ; en province le ton a monté — dans le Nord et la Lorraine surtout — les Préfets ont envoyé des signaux d'alerte ; la journée de Lens avant celle de Fougères a été un avertissement grave.

Le Gouvernement peut faire face à l'opposition de certains groupes sociaux et économiques, il peut difficilement tenir tête à des mouvements suivis par toute la population.

Or, le régime était pris au piège de sa propre politique ; à force d'attendre que la reprise en Europe vienne soutenir la marche hésitante de l'économie française, il avait laissé se créer un climat de méfiance qui se traduisait par un certain attentisme des producteurs et des commerçants. Malgré le fort déficit des finances publiques, la reprise était très médiocre au quatrième trimestre 1967. Puis le gouvernement a accumulé les erreurs et les gaffes. Erreur du point de vue de la politique conjoncturelle que la hausse des tarifs publics et des cotisations de la Sécurité sociale ; gaffe, l'emprunt public qui diminuait les disponibilités monétaires alors que l'utilisation de cet emprunt se faisait très lentement.

Au 1^{er} trimestre un autre danger se précisait : le ralentissement de la hausse des revenus réels dû au

ralentissement de l'activité risquait d'être encore accéléré par la hausse des prix à la consommation ; la reprise risquait de s'étouffer.

Mais avant de lancer son plan, Debré voulait encore avoir deux assurances ; il vient de les obtenir, d'où sa décision.

La première assurance c'est que l'opération T.V.A. se déroulait sans accroc majeur. Cela signifie que l'évolution des prix ne devenait pas folle. Les informations recueillies au cours de la première quinzaine montraient que les prix avaient monté surtout pour les produits de grande consommation familiale ; mais l'ensemble du front avait tenu, la médiocrité de la conjoncture a joué effectivement comme on le souhaitait en haut lieu pour empêcher un dérèglement général.

La deuxième assurance est de plus grande portée pour l'avenir ; il s'agissait de savoir si la France allait se mettre en flèche ou bien si d'autres pays européens allaient participer au soutien de l'activité générale. A cet égard, les conversations européennes de M. Debré l'ont rassuré.

Vers une concertation européenne ?

C'est ici que s'esquisse quelque chose de vraiment nouveau et c'est peut-être ici également que M. Debré a fait sa véritable manœuvre.

Depuis plusieurs mois les ministres des Etats européens se désolaient de l'incohérence qui s'est révélée dans le système occidental. Chaque pays prenait des mesures sans se soucier des répercussions chez les autres et des contrecoups chez lui de ces répercussions. Dans les échanges de vue franco-allemands, comme dans les réunions de Bruxelles, la « concertation » est donc devenue à l'ordre du jour.

Et voici l'idée de manœuvre : si les six pays de la Communauté redémarrèrent, ils vont sans doute créer une petite gêne d'expansion qui tranchera avec les difficultés de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Pour éviter un déséquilibre entre le Marché commun et les autres il faudrait que celui-ci conduise ses affaires avec un esprit « communautaire » c'est-à-dire avec une certaine cohésion à l'égard des autres pays. Imaginons que la concertation européenne se développe, de délicats arbitrages entre les intérêts des six seront nécessaires pour harmoniser les charges et les avantages de cette politique. Un mécanisme aussi complexe rend difficile l'arrivée de nouveaux partenaires, de ce fait un certain égoïsme nationaliste de la petite Europe peut l'emporter sur les tentatives d'élargissement ; c'est bien semble-t-il ce que cherche le Gouvernement : en donnant la priorité à une

organisation commune de leur développement les pays du Marché commun sont entraînés dans une voie qui exclut ou rend plus malaisée l'association de nouveaux partenaires.

On est davantage sur la voie de la reconstitution d'un grand ensemble néo-capitaliste avec une forte dose d'interventionnisme public que sur celle d'une grande passe libérale atlantique.

Les choix de M. Debré

Revenons maintenant au « Plan » lui-même. Comme tout Plan sa fonction est de satisfaire au maximum les amis du régime sans provoquer une trop brutale réaction des forces adverses. Une succession de choix a été opérée.

En premier lieu on a préféré l'action par le budget plutôt que l'action par les salaires. Toutes les mesures prises auront une incidence sur l'équilibre budgétaire soit en accélérant des dépenses (accroissement des crédits d'équipement, relèvement anticipé de l'allocation aux vieux, et des allocations familiales) soit en diminuant les recettes (abattement de 15 % sur le versement du premier tiers provisionnel pour l'impôt sur les revenus et déductions supplémentaires de la T.V.A. sur les investissements réalisés en 1968).

Le déficit va augmenter d'environ 2 à 3 milliards, ce qui a un effet de relance puisque des demandes supplémentaires nettes de biens vont s'en dégager.

Cette politique va à l'encontre des revendications des organisations syndicales qui mettaient l'accent à juste titre sur le relèvement des salaires, mais elle satisfait pleinement le patronat qui craignait que, par exemple, des augmentations de rémunérations dans la Fonction Publique soient contagieuses et finissent par s'étendre aux entreprises privées. Cependant on se demande comment le Gouvernement pourra se justifier d'avoir réduit le déficit budgétaire en relevant les tarifs et les cotisations sociales et quelques semaines après de l'avoir recréé au profit surtout des entreprises et des contribuables. On voit mal quel argument budgétaire il pourra opposer aux syndicats qui dans le cadre des procédures Toutée réclament une augmentation plus forte des salaires des entreprises publiques.

En deuxième lieu M. Debré a préféré les réductions d'impôts directs plutôt que les réductions d'impôts indirects. Ce choix est contraire à ce qu'exigerait l'harmonisation européenne mais là n'est pas le plus grave. Ce qui frappe c'est que quelques jours avant, on avait admis que la nouvelle T.V.A. ferait monter les prix des denrées de grande nécessité : pourquoi alors ne pas baisser d'un ou deux points les taux de cette T.V.A. pour ces produits. On aurait ainsi du même coup pesé sur l'indice des prix et on aurait satisfait (un

peu) les consommateurs les plus pauvres.

Si Debré a fait autrement c'est qu'il a sa propre équation politique. Les groupes qui ont été en mesure de faire la plus forte pression sur le Gouvernement sont les P.M.E. et la C.G.C. Son plan est le reflet de leurs revendications les plus pressantes et les déclarations de leurs dirigeants ont bien manifesté qu'il avait touché juste. Compte tenu du prix budgétaire payé pour soutenir la relance c'était aussi en termes politiques le meilleur choix possible : satisfaire le patronat qui va avoir environ un milliard de déductions fiscales et pourra grâce à cela relever très fortement son taux d'auto-financement, alléger les impôts directs proportionnellement aux revenus des salaires jusqu'à un plafond très élevé, voilà qui satisfait des groupes dont le soutien est indispensable. On y a ajouté quelque chose pour les vieux (l'électorat U.N.R. est le plus vieux de tous les partis) et pour les familles nombreuses chères au cœur de MM. Debré et Jeanneney et le Plan était fait dans ses grandes lignes.

Le chômage va-t-il cesser ?

Il faut encore se demander si par ricochet les travailleurs menacés vont tout de même profiter du Plan.

Rien n'est moins certain. Les mesures prises sont du type général, non sélectif. Le pouvoir d'achat créé en supplément va se porter au hasard des investissements et des consommations sur toutes les industries et toutes les régions sans « irriguer » spécialement celles qui en auraient le plus besoin.

On retrouve ici la déficience propre à toute politique du plein-emploi en régime semi-libéral. Si la croissance se produit sans être dirigée certains secteurs et certaines régions dépassent le plein-emploi avant que d'autres l'aient seulement en vue. Dans les premiers, des tensions se manifestent qui inquiètent les Gouvernements et ils songent au freinage avant que le plein-emploi se soit généralisé.

La relance de M. Debré va donc provoquer un arrêt de la montée du chômage ; si les entreprises et les consommateurs accordent leur conduite à celle du Gouvernement, on atteindra d'ici la fin de l'année le taux de 5 % mais à ce taux le chômage actuel sera à peine diminué et si on dépasse le taux de 5 % des inquiétudes commenceront à se faire jour malgré la concertation européenne.

Cette analyse montre les limites de toute politique de type classique, telle que la propose aussi M. Giscard d'Estaing et qui refuse l'emploi de moyens sélectifs et planifiés ; si les travailleurs veulent avoir un avenir garanti malgré toutes les mutations nécessaires, ce n'est pas sur de telles politiques qu'ils doivent fonder leurs espoirs. □

Caen

Pourquoi cette colère ?

Bernard Liou

Mois après mois, la grande presse et l'opinion qu'elle influence, découvrent avec surprise que quelque chose ne va pas pour le mieux dans le royaume de France. Des villes réputées calmes, voient se dérouler des manifestations violentes, tantôt ouvrières, tantôt paysannes, tantôt tenant et de l'une et de l'autre. Depuis quelques mois, ainsi les noms de Quimper, Redon, Le Mans, Fougères, Lyon, et aujourd'hui Caen, viennent au premier plan de l'actualité.

Pour ne s'en tenir qu'aux événements de ces derniers jours, parlons d'abord de la singulière attitude de M. Pontal, préfet régional.

Depuis son arrivée à Caen, il y a environ un an, il a réagi à chaque manifestation, par le déploiement d'un imposant appareil policier. Dès mercredi dernier, alors que les ouvriers de la Saviem avaient organisé une marche sur Caen, les gendarmes mobiles intervenaient avec brutalité pour briser le cortège. Un certain nombre de blessés étaient ramassés à la suite de ce qui n'était pas encore une échauffourée.

Vendredi, une manifestation intersyndicale à l'appel de la C.F.D.T., la C.G.T., la F.E.N. et l'U.N.E.F., réunit un nombre exceptionnel de participants : plus de 5 000, ce qui n'avait pas été vu depuis les manifestations contre la guerre d'Algérie.

En face, sept escadrons de gendarmes mobiles, et un de C.R.S. Comme on le voit, le préfet fait bonne mesure. Des barrières métalliques devant la préfecture, sont là pour rappeler que l'ordre préfectoral doit être impérativement respecté. Elles tomberont renversées par les manifestants. Alors vont éclater les grenades lacrymogènes, les grenades offensives, pendant que les matraques pleuvent.

Une quarantaine de manifestants blessés, en même temps qu'un certain nombre de C.R.S. Une véritable bataille rangée, qui n'épargnera pas les vitrines de quelques grands magasins, ou de la B.N.P., ou de la Chambre de Commerce.

Oui il est vrai qu'une certaine colère a éclaté. Peut-être désordonnée, mais qui ne pouvait manquer de se

produire, à partir du moment où tout était fait pour exaspérer les manifestants. Les condamnations de 15 jours à trois mois, qui se sont produites lundi, pour flagrant délit, ne contribuent guère à détendre l'atmosphère.

Car à la fin des fins, que réclamaient les manifestants ?

Depuis quelque temps, les horaires à la Saviem sont diminués et passent de 47 h 1/2 à 45 h par semaine. Cette réduction se traduit en moyenne par une perte de salaire de 6,3 %. Les grévistes demandaient une augmentation de 6 % tendant à compenser cette perte. La direction n'offrait que 2 %.

La Saviem est une filiale de Renault. Les syndicats demandent que tout comme à la maison mère, il soit créé un fonds de garantie qui interviendrait en cas de réduction des horaires. La direction de la Saviem s'y oppose.

Plus grave sans doute, et qui explique largement le comportement des milliers de jeunes qui étaient à la tête de la manifestation.

En fait les jeunes possesseurs du C.A.P. ou du B.E.I., qui pourraient très normalement prétendre à des emplois de spécialisés, ne se voient offrir à la Saviem — comme dans toutes les entreprises de Caen — que les travaux de O.S., à la chaîne, et sans l'ombre d'intérêt.

Cette sous-qualification d'entrée de peu, est ressentie comme insupportable. Elle motive, au plus profond de chacun d'entre les jeunes ouvriers, une révolte incontestable. Si l'on ajoute que dans l'agglomération caennaise, le sous-emploi des jeunes de 16 à 19 ans s'aggravant, on comprend, non seulement le malaise, mais la nature des événements de Caen.

À l'heure où nous écrivons, la reprise, sous protection des gardes mobiles à la Saviem, ne s'effectue que très partiellement. La grève s'étend à d'autres entreprises. Après la Saviem, Jaeger et Sonormel, c'est Radio-Technique qui se met en grève.

Le préfet Pontal, peut encore ajouter des C.R.S. Il n'aura en rien résolu le problème. Les solutions sont ailleurs. Nous y reviendrons. □

Communiqué du PSU

Au lendemain de la manifestation du 26 janvier, la fédération du Calvados du Parti Socialiste Unifié réaffirme sa solidarité avec les travailleurs de la SAVIEM, de Senormel, de Jaeger, de la Radiotechnique, qui luttent pour la défense de leur travail et l'amélioration de leurs conditions de vie.

Elle dénonce la responsabilité des représentants de l'autorité dans les violents incidents qui ont fait suite à la manifestation intersyndicale. Le déploiement provocateur de forces policières surabondantes, pratiqué systématiquement par l'actuel préfet de région, ne peut qu'exaspérer la colère des travailleurs, et la vigueur de la réaction ouvrière, vendredi soir, s'explique dans une très large mesure par la véritable agression dont les ouvriers de la SAVIEM avaient été victimes mercredi au cours de leur marche pacifique en direction de Caen. Elle dénonce avec énergie les brutalités dont se sont rendues coupables les forces de l'ordre, à l'égard notamment des manifestants appréhendés et des journalistes dans l'exercice de leur métier. □



Réponse aux jeunes.

D.R.

Rencontre socialiste de Grenoble

Une nouvelle initiative

Il y a deux ans, à l'issue des élections présidentielles, qui avaient montré quels progrès la gauche était capable de faire lorsqu'elle savait s'unir, un certain nombre de militants, appartenant à des organisations politiques ou syndicales différentes ou n'étant pas engagés, éprouvaient le besoin de se réunir et de développer entre eux une large discussion sur les problèmes de fond, ceux auxquels serait confrontée toute expérience de la gauche au pouvoir. Ainsi naquit l'Appel de Grenoble qui rencontra dès le début un incontestable écho et se concrétisa au mois de mai suivant dans la Rencontre de Grenoble, tenue en présence de Pierre Mendès France et groupant plus de 400 participants.

Au cours de l'année dernière, le travail entrepris se prolongea sur les problèmes de la démocratie régionale. A partir du rapport de Michel Rocard sur « Décoloniser la province », toute une série de rencontres régionales à Cholet, Saint-Brieuc, Marseille, Lyon, Mourenx, Brive, permirent de poursuivre la discussion et de l'élargir à de nombreux participants des régions considérées.

Voilà qu'aujourd'hui, le Comité d'Initiative de la Rencontre Socialiste de Grenoble nous convie à un

colloque public sur « La Gauche et l'Europe », un des sujets les plus préoccupants pour la gauche française. Cette nouvelle rencontre a été organisée en commun par la « Gauche Européenne » et la « Rencontre Socialiste de Grenoble ». Reportée à plusieurs reprises pour mieux approfondir les divers aspects des problèmes abordés, la date du colloque est maintenant définitivement fixée aux 24 et 25 février 1968. Séances plénières et travaux en commissions se tiendront à la mairie de Cachan.

Les débats sur ce thème seront introduits par deux rapports préparés depuis plusieurs mois au sein des groupes de travail commun :

— « Les chances du socialisme en Europe » (Rapporteur : Robert Fossaert, membre des Rencontres Socialistes de Grenoble).

— « La vocation de l'Europe dans le monde ». (Rapporteur : Raphaël Squercioni, membre de la « Gauche Européenne »). □

La participation aux frais est fixée à 30 francs par personne et comprend l'envoi des rapports à domicile — (40 francs par couple contre envoi d'un seul jeu de rapports) — Inscription à adresser à Mme Martine Michelland-Bidegain, 35, rue de l'Université, Paris VII^e. C.C.P. Paris 24.648.88.

De Niamey au château de Champs

L'Afrique francophone accorde ses violons

Emile R. Braundi

Les réunions de l'O.C.A.M. (Organisation de Coopération Africaine et Malgache) ne passionnent guère les journalistes. La dernière, qui vient de se tenir à Niamey, n'a pas fait exception à la règle. A la veille de la conférence internationale de New Delhi sur le commerce et le développement, elle n'en jette pas moins une lumière intéressante sur les contradictions fondamentales du néo-colonialisme, en même temps que sur les difficultés de la politique française dans les pays du tiers monde.

Des protégés indociles

L'OCAM, on le sait, a été constituée par les anciennes colonies françaises d'Afrique et de Madagascar — moins le Mali et la Guinée — auxquelles se sont joints les anciens territoires belges du Congo (Kinshasa) et du Rwanda. Il n'en faut pas plus pour n'y voir que le prolongement de la politique élyséenne en Afrique, le pivot de la politique africaine « modérée » et pour décider que les débats d'un tel organisme n'ont pas grand chose à voir avec les problèmes du tiers monde, si ce n'est à travers le prisme des intérêts coloniaux de la France. Est-ce tout ?

Les relations entre les Etats africains sont souvent tendues. Le Congo (Brazzaville) dont le gouvernement proclame une orientation révolutionnaire en fait partie, au même titre que le Niger ou la Côte-d'Ivoire. Le Congo (Kinshasa) et le Rwanda s'y rencontrent, alors qu'ils ont rompu entre eux les relations diplomatiques. Les régimes militaires du Togo, du Dahomey, de Centrafrique, de Haute-Volta y côtoient les bureaucraties civiles des autres Etats, qui les considèrent avec inquiétude.

Par delà la diversité des régimes, le point commun est évidemment l'aide française, dont tous ces pays sont les principaux bénéficiaires et l'association avec la Communauté Economique Européenne, qu'ils ont signée avec quelques autres. Il n'en résulte pas, pour autant, une politique étrangère cohérente.

Paris ou Washington ?

Dans l'ensemble, à quelques exceptions près, c'est vers l'Ouest que penche la balance. Les classes dirigeantes africaines se rendent compte que si Paris est plus généreux pour les subventions, sa politique internationale est trop nuancée pour garantir sans réserve la *statu quo* social. Paris flirte avec les « révolutionnaires »

de Brazzaville et de Bamako, demain peut-être de Conakry. De ce point de vue, Washington offre une protection plus sérieuse.

On l'a bien vu dans certains débats des Nations unies où les voix des Africains francophones se sont portées plus nombreuses sur les thèses américaines que sur les thèses de la France, à tel point que l'on a murmuré, dans les milieux gaullistes, contre l'ingratitude de certains.

Inquiétudes et mauvaise humeur ne sont pas allées bien loin cependant. Même si le « grand dessein » du gaullisme à l'échelle internationale en effraye le plus grand nombre, les chefs d'Etats africains ne peuvent pas risquer de perdre l'aide française au moment où les Etats-Unis ne songent qu'à réduire la leur pour tenter d'équilibrer leur balance des paiements. La France, de son côté, peut rêver autant qu'on voudra au grand déploiement de ses interventions dans le monde : elle n'en a pas les moyens financiers et ne peut lâcher ses clients les plus fidèles pour aller concurrencer les Américains dans leurs chasses gardées.

L'alliance de l'OCAM n'est sans doute qu'un mariage de raison mais sa solidité vient des faiblesses et des limitations de chacun de ses partenaires.

L'OCAM ou les 77 ?

Comme il est fréquent dans les ménages difficiles, c'est vis-à-vis de l'extérieur que l'on retrouve le plus aisément une entente. Aussi les chefs d'Etat de l'OCAM, qui se sont réunis à Niamey, n'ont-ils pratiquement pas abordé les questions intérieures africaines. L'objet de la réunion était cette fois d'adopter une attitude commune à la conférence des Nations unies sur le commerce international, qui doit s'ouvrir dans quelques jours à New Delhi et qui fait suite à la conférence de 1964 à Genève. Sur ce point, il semble que l'on soit parvenu à un accord, en dépit des divergences d'orientation.

La conférence de New Delhi a déjà fait l'objet, on le sait, d'une rencontre préparatoire à Alger entre les représentants de tous les pays du tiers monde. A cette réunion d'Alger, une Charte des pays sous-développés avait été adoptée. Elle demandait notamment la signature d'accords internationaux par produit, du type de celui qui existe pour l'étain. Elle préconisait des mesures pour favoriser la transformation sur place des matières premières et l'exporta-



Réception de M. Diiori Hamani à l'Elysée : Des rapports ambigus.

A.F.P.

tion par le tiers monde de produits manufacturés. Elle réclamait enfin la création d'une Banque Internationale de Développement et la régulation des cours des matières premières par les institutions monétaires internationales dans un sens voisin du projet de liquidités basées sur les stocks de matières premières, souvent développé par notre camarade Mendès France.

Tous les membres de l'OCAM étaient présents à Alger. Tous ont voté cette Charte. A Niamey, la semaine dernière, ils se sont engagés à la défendre, ce qui semblait, *a priori*, aller de soi.

Le tiers monde ou l'Europe ?

Le traité de Yaoundé, renouvelant l'association euro-africaine instaurée par une convention annexe du traité de Rome en 1957, établit entre la Communauté Economique Européenne et les 18 Etats africains associés un véritable système de préférences réciproques. Les associés africains accordent la priorité aux marchandises et aux capitaux de la petite Europe en échange d'un libre accès aux marchés européens pour leurs propres exportations, ainsi que de facilités de financement accordées par les Six à travers le « Fonds Européen de Développement ». Comme toujours dans les accords économiques entre pays à productivité inégale c'est le partenaire le mieux équipé, c'est-à-dire l'Europe, qui est le principal bénéficiaire. Cependant l'existence d'un marché privilégié constitue dans l'immédiat un certain avantage qui évite partiellement aux 18 les risques d'une concurrence

mondiale acharnée. Cet accord régional est donc vivement critiqué par tous les autres pays du tiers monde mais les signatures du traité de Yaoundé (y compris le Mali socialisant et le Congo-Brazzaville) ne veulent pas lâcher la proie pour l'ombre.

Ils soutiendront, viennent-ils de dire, les propositions d'Alger, dans la mesure où les avantages qui découlent de leur alliance avec l'Europe ne seront pas mis en cause.

Le problème apparaît encore plus complexe si l'on ajoute que les Etats-Unis, pour des raisons bien différentes, sont aussi — au nom de la libre concurrence — des adversaires acharnés des ententes économiques régionales (à l'exclusion, bien entendu, de celles dont ils font partie). On peut alors se demander si le démantèlement de l'association euro-africaine ne créerait pas simplement un vide où s'engouffrerait le capitalisme américain.

La rencontre au château de Champs de Michel Debré et des ministres des finances de l'Afrique francophone, qui avait aussi pour objet la préparation de New Delhi, montre l'intérêt du pouvoir gaulliste pour cette conférence. La France voudrait soutenir à la fois les propositions des 77 et celles de l'OCAM et d'une façon générale tout ce qui pourra mettre en accusation les mécanismes du GATT et l'hégémonie américaine.

Non que ces problèmes soient insolubles : mais ils supposent une transformation radicale des structures de l'économie mondiale, une remise en cause du néo-colonialisme tout entier. Mais ça, c'est une autre histoire. □

Notre temps

Le ghetto noir aux U.S.A.

André Ferri

La ségrégation est surtout le résultat du fonctionnement naturel de la société américaine qui ne réserve aucune place au sous-prolétariat qu'elle engendre.

Les deux principaux aspects de cette ségrégation de fait sont le cycle, chômage et bas salaires, éducation de mauvaise qualité, et la formation de ghettos noirs dans les grandes villes américaines. André Ferri explique ces nouveaux aspects de la société américaine.

L'urbanisation américaine des 25 dernières années est dominée par deux faits essentiels : la mécanisation de l'agriculture et l'impact de l'automobile.

La mécanisation de l'agriculture libère une importante main-d'œuvre qui afflue vers les villes. La participation des U.S.A. à la seconde guerre mondiale facilite le processus en créant des emplois pour ce surplus de population. Mais la ville ne peut le loger, ce qui a pour conséquence le développement rapide des banlieues et de la périphérie.

Ce développement nécessite des moyens de transport rapide entre le centre de la ville où sont concentrés les emplois dans un premier temps, et la banlieue. Un choix s'impose alors entre l'utilisation des transports en commun et la systématisation de l'usage de véhicules personnels : c'est la seconde solution qui est adoptée.

Quelle est la place des Noirs dans ce schéma ?

Les Noirs du sud des U.S.A., pour la plupart ouvriers agricoles, affluent vers les grandes villes du nord-est (Chicago, Détroit, Pittsburgh, New York, Boston). C'est le cas pour 10 millions d'entre eux qui n'ont qu'une seule possibilité : s'installer dans le quartier noir déjà existant pour des raisons de ségrégation qu'il est facile d'imaginer dans une Amérique à peine sortie de la seconde guerre mondiale.

Leurs bas salaires, s'ils existent, leur interdisent l'accès des banlieues où le logement est relativement cher puisque destiné à la classe moyenne blanche, et qui ne sont que peu desservies par des services de transport en commun.

Tels sont les faits. Il nous faut maintenant examiner les mécanismes qui ont mené à l'exode des Blancs, la formation du ghetto noir et son isolement.

L'exode des Blancs et le ghetto noir

Les promoteurs immobiliers considèrent avec intérêt le mouvement vers la banlieue qui leur permet de faire de gros profits (achat de la terre à bas prix, construction de logements de qualité, vente au prix fort).

La classe moyenne blanche ne peut être entièrement logée dans la ville, mais à mesure que la banlieue se développe et que la proportion de Noirs augmente (du fait de l'arrivée de Noirs du sud et du départ des Blancs) les nouveaux arrivants blancs se logent directement en banlieue. A partir d'un certain stade l'exode s'accélère puis devient total. Le processus est le suivant. Quelques Noirs s'établissent dans un quartier blanc (à raison de 3 ou 4 familles par logement libéré par les Blancs, afin de pouvoir en payer le loyer). Cette présence accélère le départ des Blancs car l'investissement essentiel du ménage américain moyen est sa maison et l'arrivée des Noirs dans le quartier représente une dépréciation appréciable de cet investissement dans un futur immédiat, du fait d'une baisse prévisible de la demande blanche. C'est alors la course à la vente.

Le spéculateur profitant de ce mouvement rachète ces logements à bas prix (parfois 60 % de leur valeur initiale) pour les louer à des familles noires (à raison de 3 ou 4 par logement) en réalisant de substantiels bénéfices (15 % au-dessus du cours du marché initial). Il n'a ensuite aucun intérêt à entretenir ces logements puisque toute amélioration ne peut amener aucun bénéfice, ce qui se traduit à plus ou moins brève échéance par la transformation du quartier en taudis (44 % des logements noirs sont classés « substandard »).

Le caractère quasi mécanique de ce schéma explique pourquoi les banlieues blanches se protègent contre la pénétration noire en adoptant des règles d'affectation du terrain à

des usages spécifiques ne comportant jamais des habitats à loyers modérés, ces règles ayant force de loi.

L'isolement du ghetto

L'impossibilité pour les Noirs de s'établir ailleurs que dans le centre est également le résultat de la politique suivie dans le domaine des transports.

Les communautés locales (à une échelle suburbaine) jouissent d'une large autonomie et sont principalement alimentées par les taxes locales à l'exception d'aides très limitées des Etats et d'aides du gouvernement fédéral que nous examinerons plus loin. Une communauté de citoyens riches est donc seule capable de choisir et de mener à bien une politique quelconque. Ces communautés riches sont les communautés de banlieue.

Leur intérêt réside donc dans le développement d'une infrastructure facilitant le moyen de transport le plus économique pour elles : l'automobile.

Ces communes ayant eu les moyens politiques et financiers d'imposer leur choix, les transports en commun ont été relativement délaissés, la ville ne pouvant pourvoir seule aux investissements nécessaires.

Ce programme de développement de l'infrastructure a de plus reçu une aide non négligeable du gouvernement fédéral (aide directe ou indirecte, un grand nombre d'infrastructures faisant partie du réseau national d'autoroutes) et des Etats.

L'isolement du ghetto est donc à peu près total. En particulier, le mouvement quotidien des Noirs vers la banlieue est impossible, ce qui, dans le contexte économique actuel est lourd de conséquences.

Sa situation actuelle

Au développement de tous les phénomènes cités plus haut, il convient maintenant d'ajouter les conséquences de la croissance du secteur tertiaire et de la migration des industries vers la périphérie de la ville. La croissance du secteur tertiaire fait du centre de la ville le siège des administrations des différentes sociétés, n'offrant que des emplois qui exigent une qualification professionnelle que n'a pas l'écrasante majorité des Noirs. L'indépendance de plus en plus grande de l'industrie vis-à-vis des moyens de transport classiques (rail, voies d'eau) qui avaient entraîné le développement des usines au centre de la ville (ou plutôt le développement de la ville autour des usines) modifie considérablement les structures de l'emploi. Les postes d'ouvrier non qualifié accessibles aux Noirs sont

maintenant situés en dehors de la ville et le Noir ne peut les atteindre, pas plus qu'il ne peut atteindre les postes qu'il occupait traditionnellement dans le commerce de détail (serveurs dans les restaurants par exemple) qui s'installent aussi en banlieue, et ceci tant à cause du manque d'information (absence d'une Bourse du Travail à l'échelle urbaine) que pour les raisons de transport que nous avons mentionnées.

Il existe certes des transports en commun, mais à une échelle réduite, et presque tous sont dans le sens banlieue-ville dans la matinée et ville-banlieue dans la soirée. De plus ils ne desservent que des points précis de la banlieue où les habitants se rendent en voiture pour la récupérer à la fin de la journée. Il est bon de rappeler que 95 % des ménages blancs possèdent une voiture et ce taux est parfois aussi élevé que 120 % dans les plus riches banlieues, alors que la proportion des ménages noirs possédant une voiture est de l'ordre de 30 à 40 %. Les ménages noirs comportant en moyenne plus d'individus, le taux de motorisation par individu est encore plus défavorable aux Noirs.

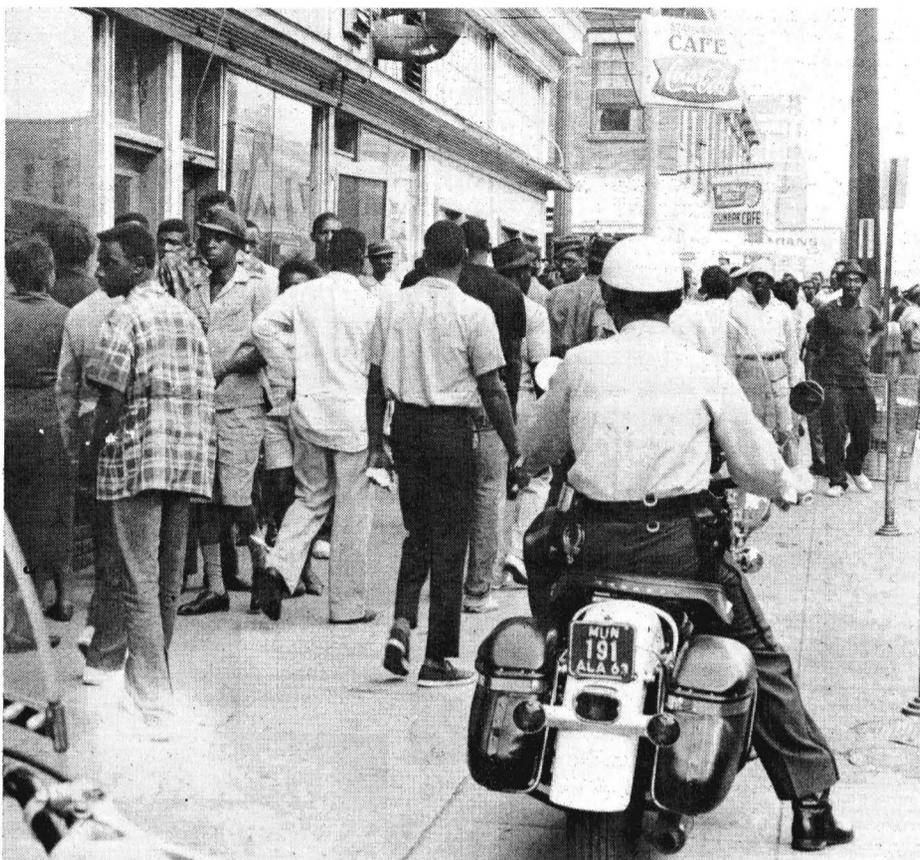
Le ghetto n'est donc pas la simple conséquence du racisme explicite d'une partie de la population blanche, mais l'expression d'un racisme général et diffus à travers la logique du système américain : décentralisation extrême des décisions et ignorance totale de la demande non solvable par les mécanismes du marché.

Les Noirs et le gouvernement fédéral

La ville américaine est désertée par la population blanche. Les taxes locales sont donc insuffisantes pour pourvoir à sa population une hospitalisation et une éducation convenables.

En ce qui concerne l'hospitalisation elle est surtout le fait du secteur privé aux U.S.A. (mis à part les hôpitaux spécialisés financés par les Etats) à l'exception de l'Etat de New York. Il en résulte qu'à Chicago par exemple, il y a 4,5 lits d'hôpital pour 1 000 Blancs contre 0,5 lit pour 1 000 Noirs.

Il faut de plus ajouter que les hôpitaux des quartiers ou banlieues blancs pratiquent encore parfois une ségrégation explicite en refusant sous des prétextes divers d'admettre des Noirs. L'éducation reçoit une modeste aide fédérale. Elle est en partie financée par les Etats, mais de manière insuffisante. La qualité de l'éducation (qualité et nombre des professeurs) est donc directement liée à la richesse de la communauté locale. Il en résulte que la dépense moyenne d'entretien annuel d'un élève est de 342 dollars dans une com-



Une intégration impossible.

A.F.P.

munauté blanche et 269 dollars dans une communauté noire.

Quand on sait quels seront les besoins respectifs des U.S.A. en main-d'œuvre spécialisée et non qualifiée, il apparaît que le taux de chômage des Noirs qui est actuellement double de celui des Blancs (4,6 % contre 9,8 % en 1964) n'est pas près de diminuer.

La structure urbaine a, de plus nous l'avons vu, une influence directe sur le chômage dans le ghetto. La plupart des emplois offerts à la main-d'œuvre qualifiée sont localisés en banlieue et l'habitant du ghetto, qui ne peut s'installer en banlieue ne peut s'y rendre faute d'un revenu suffisant pour acquérir une automobile et faute de transports en commun. Il ne semble pas y avoir un espoir d'amélioration notable dans ce secteur, les prévisions pour 1975 accordant environ une automobile pour deux ménages noirs et la ville ne pouvant faire face aux investissements nécessités par les transports en commun sans l'aide du gouvernement fédéral. Il ne faut pas oublier enfin qu'il se manifeste un racisme explicite dans certains secteurs du marché du travail qui privilégient le Blanc par rapport au Noir parfois même si le Blanc est moins qualifié.

Les premières manifestations du gouvernement fédéral dans la vie urbaine datent de 1932 et ont eu des résultats négatifs. Le gouvernement fédéral a en effet ouvertement encouragé la ségrégation entre 1932 et 1949 en favorisant la création de quartiers homogènes par ethnies.

Le « Housing Act » de 1949 a pour ambition de fournir un logement convenable à chaque citoyen. L'aide est accordée aux communautés lo-

cales qui s'empressent de construire des logements de luxe afin d'attirer les riches contribuables, ou est destinée à stimuler le marché privé en assurant le crédit, ce qui a des conséquences identiques.

Le « Housing Act » de 1954 et les suivants mettent l'accent sur l'élimination des taudis. L'aide est encore accordée aux communautés locales sous réserve de reloger les habitants des taudis, promesse en général oubliée et les habitants des taudis s'en vont rejoindre le taudis le plus proche.

De plus, diverses aides sont proposées aux collectivités pour des projets précis (construction d'égoûts ou alimentation en eau par exemple) mais la collectivité doit fournir un certain pourcentage de la somme (30 à 50 %) ce qui en exclut les communautés noires.

Le gouvernement fédéral accorde parfois des aides personnelles mais elles comportent une clause de revenu annuel supérieur à 3 000 dollars ce qui élimine ceux qui en ont réellement le plus besoin, c'est-à-dire la majorité des Noirs du ghetto. Il faut rappeler que tous les programmes fédéraux mentionnés ci-dessus ne sont pas de taille à résoudre les problèmes fussent-ils correctement appliqués et suivis de succès en raison de leur modestie.

Par contre la moyenne partie des ressources fédérales allouées à l'urbanisation consiste à financer les autoroutes et leurs voies d'accès, ce qui n'est d'aucune utilité pour les Noirs et au contraire aggrave leurs problèmes en rendant moins nécessaires les transports en commun.

Les derniers en date de programmes fédéraux sont plus substantiels que ceux mentionnés ci-dessus mais n'atteignent pas et de loin les sommes du programme de transport. Ils se proposent d'aider la reconstruction du ghetto ou d'allouer une certaine somme au ghetto, dont celui-ci peut largement disposer à sa guise. Les sommes restent modestes en face des besoins du ghetto, mais le but même de ces aides est critiqué.

L'aspect le plus grave du phénomène du ghetto noir est loin d'être le fait que le ghetto est souvent un taudis, mais son isolement et les conséquences de cet isolement. Reconstruire le ghetto équivaut à institutionnaliser cet isolement.

Mais les projets ambitieux de la « guerre contre la pauvreté » adoptés après les émeutes sont remis en cause actuellement par la guerre du Vietnam.

L'action du gouvernement fédéral n'a donc répondu jusqu'à présent en rien aux aspirations des Noirs. Il n'a pris aucune des mesures susceptibles de contrer le mécanisme de son isolement ou d'en atténuer les effets : intervention dans les législations locales, d'affectations des parcelles à des usages spécifiques, groupement des collectivités en collectivités plus larges, création d'un secteur immobilier public, financement du transport en commun (il existe toutefois quelques projets dans ce domaine à l'heure actuelle), subventions aux industries pour les encourager à s'installer dans le ghetto, financement de l'éducation, etc.

De plus, les mesures propres à assurer le plein emploi n'ont jamais été prises, de peur de l'inflation ou du déficit de la balance commerciale. En d'autres mots, les entrepreneurs ont pu jouir d'un marché du travail favorable à cause de l'existence de l'important volant de chômeurs noirs dont la cause n'a jamais été défendue par les syndicats américains.

Le gouvernement fédéral a, au contraire largement aidé le prolétariat blanc dans sa conversion en ce qu'il est convenu d'appeler la classe moyenne.

Un Vietnam intérieur

Les Noirs américains ont lutté au courant des années 50 contre un racisme institutionnel par des moyens non violents sinon toujours légaux.

Les lenteurs d'application des lois d'intégration ont fait apparaître aux Noirs que leurs véritables problèmes étaient ailleurs : une classe moyenne, raciste, en majorité, ouvertement ou non, se sert du système américain pour les maintenir dans leur condition de sous-prolétaires.

Dans ces conditions à quoi bon poursuivre une hypothétique sinon impossible intégration que l'on n'est pas sûr de désirer après tout ? Cette prise de conscience a amené une proportion croissante de Noirs à se définir de nouveaux objectifs :

L'ennemi est le système américain.

Le but est le pouvoir noir pour les Noirs.

Ils se sont également défini les moyens d'action qu'on connaît.

Mis à part leur pouvoir émotionnel et la terreur salutaire qu'ils sont capables d'inspirer, quel contenu peuvent avoir ces mots d'ordre ?

Certaines grandes villes étant en passe de devenir à majorité noire au fur et à mesure que la classe moyenne absorbe les Blancs et les attire vers la banlieue, on peut prévoir d'ici quelques années une floraison d'équipes à majorité noire dans les mairies, à moins que les autorités ne réagissent en y plantant à la hâte des quartiers blancs comme elles commencent à le faire.

Ceci nous amène à rappeler que les Noirs américains ne représentent environ que 10 % de la population totale des U.S.A.

Dans ces conditions quelles chances de succès accorder à une révolte noire ? Comment réagiront les diverses parties de la population blanche et en particulier les timides mouvements d'une nouvelle gauche difficilement acceptée par l'aile marchante du pouvoir noir ?

Enfin les U.S.A. sont-ils capables d'intégrer au prix d'un vaste effort la population noire ? (1).

Telles sont les questions que l'on peut se poser à l'heure actuelle, et il semble donc que les réponses que l'on peut y apporter doivent dépendre autant de la politique étrangère des U.S.A. que de la situation intérieure.

L'administration Johnson se révèle incapable de gagner à la fois la guerre du Vietnam et la « guerre contre la pauvreté ». Des liens se tissent entre révolutionnaires des pays sous-développés et leaders noirs américains.

Les nombreux Vietnam qui attendent l'Amérique à l'extérieur lui laisseront-ils le temps de réagir (2) avant que ne se développe un Vietnam intérieur. □

(1) Le gouvernement fédéral semblait à la veille de consentir à un effort bien plus substantiel après les premiers signes de violence noire, avant que le conflit vietnamien ait pris sa tournure actuelle de fardeau pour le gouvernement fédéral. Cet effort aurait-il été suffisant ?

(2) Si elle le veut et si elle le peut.

Conférence méditerranéenne

Préparer la contre-offensive

Marc Heurgon

Je voudrais tout d'abord remercier nos hôtes du P.C.I. et du P.S.I.U.P., qui nous accueillent à Rome. Après de nombreux contacts bilatéraux et multilatéraux, cette rencontre permet de réunir les représentants de quinze partis ou mouvements progressistes des deux rives de la Méditerranée. Nous savons maintenant que d'ici quelques semaines la conférence plénière pourra se tenir et nous nous en félicitons.

S'il est vrai que l'offensive impérialiste se développe dans ce secteur clef qu'est la Méditerranée, sous ses diverses formes, militaire, politique ou économique, il n'en est pas moins vrai que partout la contre-offensive s'organise. Les forces progressistes représentées dans cette salle sont importantes et réelles : il suffit pour s'en assurer de comparer avec la situation beaucoup moins favorable qui est la leur en Europe Occidentale. Cela veut dire qu'une grande responsabilité pèse sur nous ; nous n'avons pas le droit d'échouer ; nous ne pouvons plus nous contenter de contre-attaques isolées, sous peine de nous faire battre les uns après les autres. Nous devons réussir à définir une stratégie commune, par delà les situations différentes qui sont les nôtres ; alors seulement nous pourrions espérer déboucher sur des actions de grande ampleur qui s'appuieront l'une l'autre.

C'est la raison pour laquelle, il me paraît nécessaire, au nom du P.S.U., de définir avec une grande clarté l'objet et les limites de notre conférence. Il s'agit d'abord de constituer entre nous un noyau solide, résolu, autour duquel il sera ensuite possible de réunir des forces encore plus larges. Nous n'avons pour notre part aucune objection de principe à cet élargissement, mais nous ne pouvons l'accepter que s'il se fait sur des positions claires et non sous le signe de la confusion.

**

Le premier principe qu'il me paraît essentiel de rappeler c'est que nous ne préparons pas une conférence des Etats ou des Gouvernements, mais une conférence des partis progressistes, ce qui est tout à fait différent. Nous n'avons rien à redire aux relations que l'Etat algérien ou l'Etat yougoslave par exemple, en-

tretiennent avec l'Etat français tel qu'il est ; nous souhaitons même que ces rapports soient les plus étroits possibles ; seulement cette politique d'Etat ne doit pas se confondre avec celle des partis progressistes, ceux-ci ne peuvent pas subordonner leurs prises de position aux projets diplomatiques de tel ou tel Etat, sous peine de porter un coup grave — et je n'ai pas besoin d'évoquer des exemples que chacun a à la mémoire — à la stratégie socialiste mondiale.

Le second principe sur lequel je voudrais insister, c'est que nous ne préparons pas une conférence de la paix, mais bien une conférence anti-impérialiste. Certes, la première démarche est utile et nous considérons comme positif tout ce qui peut être fait pour le désarmement, la dénucléarisation, le désengagement par rapport aux blocs militaires. Mais encore une fois, là n'est pas l'objet de notre conférence. Pour nous, ce qui est le fait essentiel de la deuxième moitié du XX^e siècle, c'est la mise au service des intérêts du capitalisme mondial de la puissance formidable qui est celle des Etats-Unis. Il n'y a pas de lutte contre l'impérialisme qui ne soit en même temps une lutte contre le capitalisme, contre ses bases économiques et sociales et non pas seulement militaires et politiques.

On a fait remarquer ce matin que l'offensive impérialiste avait sa source hors de la Méditerranée et ceci est vrai dans la mesure où cette offensive trouve son soutien essentiel dans la puissance américaine. Il n'en est pas moins nécessaire de garder présent à l'esprit le soutien constant que cette puissance trouve tout autour de la Méditerranée dans ceux qui se font ses alliés et ses clients, qu'il s'agisse des bourgeoisies nationales d'Afrique ou d'Asie Occidentale ou des forces réactionnaires d'Europe. Il n'est pas suffisant de mettre en cause ici ceux que l'on s'accorde à considérer comme les témoins de régimes authentiquement fascistes, Patakos, Franco ou Salazar. Quand Esckhol rend visite à Johnson et qu'il cautionne sa politique au Vietnam, quand A. Bourguiba reçoit Humphrey à Tunis ou le ministre du régime de Saigon, ce sont autant de manifestations qui ne peuvent qu'accroître la confusion et profiter à l'adversaire.

Il est de bon ton dans les pays arabes de considérer comme positive

la politique extérieure du général de Gaulle, je voudrais que nos camarades sachent faire la part des affirmations verbales et regardent de près ce qu'est la politique du gouvernement français à l'égard du franquisme ou de Salazar, je voudrais que nos amis grecs constatent la scandaleuse complaisance du gouvernement français à l'égard du régime des colonels. Ces constatations les aideront sans doute à reconnaître le véritable visage d'un régime sous lequel les investissements américains se développent avec une rapidité plus grande que jamais, tandis que la saignée technologique des brevets et des chercheurs n'a jamais été aussi forte.

**

Une chose est d'exploiter au maximum pour notre combat les contradictions internes des forces capitalistes, c'est la tactique légitime. Une autre est de s'allier avec les capitalistes, même occasionnellement. Nous commettrions une lourde erreur en subordonnant notre lutte aux impératifs purement nationalistes de ceux qui sont les alliés, parfois indociles et incommodes, mais alliés tout de même des Etats-Unis. Ce serait remettre la direction du mouvement ouvrier et de sa stratégie à des forces qui lui sont complètement étrangères. Il faut donc que sur ce point notre conférence donne une réponse parfaitement nette, il sera alors très facile de régler le problème des invitations.

Il est enfin un troisième principe qui je crois ne fait pas difficulté entre nous. Notre but est de déterminer une stratégie commune aux forces de la Méditerranée, mais nous ne devons jamais perdre de vue que celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une lutte mondiale dont nous ne couvrons qu'un secteur. Puisque actuellement, le point le plus chaud est celui du Vietnam, je propose que notre conférence ne se sépare pas sans adresser au peuple vietnamien l'affirmation de notre solidarité pour la lutte qu'il mène et qu'il continuera jusqu'à la victoire finale. Il faut surtout que nous soyons conscients que l'affirmation de notre solidarité avec les peuples qui se battent au Vietnam, en Amérique latine, dans les derniers bastions du colonialisme en Afrique, ne trouvera sa pleine efficacité que si chacun de nous mène le combat contre l'ennemi commun dans la situation qui est la nôtre, en fonction des moyens qui sont les nôtres. Notre rôle en Europe Occidentale est de mener la lutte contre le renouvellement du Pacte atlantique, dans la mesure où il n'y a pas de lutte anti-impérialiste qui s'inscrive dans le cadre de l'atlantisme ; il est aussi de déterminer, dans un pays économiquement avancé les formes de lutte qui pourraient débou-

cher sur une alternative à l'Europe capitaliste actuelle.

**

Avant de terminer, je voudrais me permettre d'intervenir sur deux points particuliers. Nous n'avons pas ici de représentants du Front National Patriotique du Portugal. C'est à nos yeux une erreur contre la géographie dans la mesure où le régime de Salazar constitue un des flancs essentiels de l'OTAN dans l'Europe méridionale, dans la mesure où ce régime mène encore une lutte d'arrière-garde dans certains territoires africains, dans la mesure où le Front National en choisissant de s'établir à Alger a montré qu'il se considérait comme le représentant d'un pays méditerranéen, contrairement à ce que pourrait faire croire une conception trop étroite des limites de notre bassin.

Enfin, et au risque d'introduire entre nous un facteur de discordance — mais l'avantage d'une telle rencontre n'est-il pas de pouvoir aborder en toute franchise les problèmes réels qui se posent — je voudrais, en m'adressant à nos camarades des pays arabes, poser le problème de la gauche israélienne et leur demander d'y réfléchir. J'appartiens à un parti, le P.S.U., qui n'a jamais hésité au moment de la guerre du mois de juin et surtout depuis cette date, à juger avec sévérité la politique d'Israël, nous avons dénoncé le maintien de l'occupation militaire sur des territoires conquis et la politique d'annexion qui a déjà été esquissée. Nous avons dit tout cela dans un pays qui a connu en juin sur le problème du Moyen-Orient des réactions passionnelles et violentes, qui a même vu ressurgir des marques du racisme anti-arabe. Nous l'avons dit alors que ce problème — pourquoi ne pas le reconnaître — secouait et divisait profondément notre propre parti.

Je n'en suis que plus à l'aise pour dire aujourd'hui à nos amis arabes qu'au nom du socialisme dont ils se réclament, il leur appartient de faire un geste et d'inviter à notre conférence les forces qui au Moyen-Orient devront bien un jour se réunir et dialoguer. Je vise bien entendu les forces progressistes palestiniennes, je pense de la même manière aux forces socialistes israéliennes qui actuellement s'opposent à la politique d'annexion dans un contexte qui rend cette position particulièrement difficile. Je suis pour ma part certain que si une telle proposition était faite, elle aurait une immense résonance à travers toute la Méditerranée, elle affaiblirait considérablement au sein de la population juive du Moyen-Orient le poids des partisans du recours à la force. Tel est du moins l'opinion du P.S.U. et vous auriez trouvé malhonnête que je ne vous le fasse pas connaître. □

* Intervention de Marc Heurgon, membre du Bureau national à la conférence de Rome.

Rencontre de Rome

La rencontre préparatoire de Rome (22 et 23 janvier) a décidé que la conférence des forces progressistes de la Méditerranée se tiendrait en Italie dans les derniers jours de mars ou les premiers jours d'avril 1968. Le secrétariat chargé de l'organisation a été confié au P.C.I. et au P.S.I.U.P. Les débats qui dureront deux ou trois jours porteront sur les quatre sujets suivants :

— La crise du Moyen-Orient. La lutte contre le fascisme en Grèce, en Espagne et au Portugal. La liquidation des bases de l'OTAN en Méditerranée et la lutte contre le Pacte Atlantique. Les nouveaux rapports économiques et sociaux dans le bassin de la Méditerranée. La conférence, sur proposition du P.S.U., a adopté une résolution de solidarité avec le combat du peuple vietnamien et sur proposition du BAAS une résolution sur le Yémen.

A l'issue de la conférence, un repas a réuni les délégués des 15 partis et mouvements représentés, autour de Luigi Longo, secrétaire général du P.C.I. et de Tullio Vecchietti, secrétaire général du P.S.I.U.P.

Les Participants

ALGERIE - Front de Libération National (F.L.N.) : Gheraïeb Abdelkrim - Membre de la direction centrale ; Mohamed Abdelaziz - Membre de la direction centrale ; Abdelghani Refes - Commission des relations extérieures.

CHYPRE : Parti Progressiste du Travail de Chypre (AKEL) : Yannis Katsurides - Membre du bureau politique.

ESPAGNE - Parti Communiste Espagnol : Juan Gomes - Membre du comité exécutif. Organizaciones Frente (FLP - FOC - ES-BA) : M. Montez.

FRANCE - Parti Communiste Français (P.C.F.) : Jacques Denis - Membre du comité central.

Parti Socialiste Unifié (P.S.U.) : Marc Heurgon - Membre du bureau national ; Jean-Marie Vincent - Membre du bureau national.

GRECE - Union Démocratique de Gauche (EDA) : Vaios Redinas ; Orestis Kolosof.

ITALIE - Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne (PSIUP) : Lucio Luzzatto - Membre du bureau politique ; Pino Tagliacucchi - Membre du comité central ; Goglio Migliardi - Commission des relations extérieures.

Parti Communiste Italien (PCI) : Ugo Pecchioli - Membre du bureau politique ; Romano Ledda - Membre du comité central ; Luca Pavolini - Membre du comité central - Dina Forti - Commission des relations extérieures.

MAROC - Union Nationale des Forces Populaires (UNFP) : Abderrhaman Yousoufi - Membre du bureau politique.

Parti Communiste Marocain (PCM) : Chouaib Rifi - Membre du bureau politique.

REPUBLIQUE ARABE UNIE (R.A.U.) - Union Socialiste Arabe : Zulfacar Sabri - Secrétaire pour les relations extérieures ; Abderrhaman Sadek - Secrétaire adjoint pour les relations extérieures.

SYRIE - Parti Socialiste de la Renaissance Arabe (BAAS) : Washi Chaker - Membre de la Direction Nationale ; Azhad Takla - Membre du bureau des relations extérieures.

TURQUIE - Parti Ouvrier Turc : Riza Kuas - Secrétaire général ; Sadun Areh - Membre de la direction nationale.

YUGOSLAVIE - Alliance Socialiste Yougoslave : Yosip Djerda - Membre de la présidence ; Miloiko Drulovic - Membre du comité central de la ligue des communistes ; Vlada Obradovic - Conseiller pour les relations extérieures.

Paris

Assemblée des secrétaires fédéraux

Samedi 3 à partir de 16 h. Les problèmes d'organisation du Parti. Dimanche 4. Préparation du conseil national des 30 et 31 mars sur l'intervention du P.S.U. dans les luttes économiques et sociales.

Bourse des Syndicats : 140, rue Marius-Aufan, Levallois.

Toulouse

Avec l'ensemble des partis de gauche le P.S.U. représenté par les camarades A. Auban et J. Ropars a participé à la conférence de presse organisée salle du Sénéchal à Toulouse, le 27 janvier 68, par les organisations syndicales de l'entreprise Azote et Produits Chimiques (ex-O.N.I.A.).

La politique de concentration et de dénationalisation, poursuivie par le pouvoir gaulliste, a été dénoncée. Elle aboutit, à côté d'une reconversion technique très peu dynamique, à la suppression d'ici 1970, de 600 emplois dans cette entreprise.

Les syndicats ont proposé des solutions constructives. Le P.S.U. s'est associé à ces aspects positifs et a proposé l'organisation d'un colloque régional sur les problèmes de l'emploi, regroupant sous l'égide des syndicats, l'ensemble des forces de gauche.

L'accent nouveau, mis sur la dimension régionale du problème de l'emploi, du développement économique, est inséparable d'une réelle prise de conscience des forces économiques et politiques régionales. Cette reprise de l'esprit des colloques de Grenoble et de Moux est significative.

Lelio Basso à Paris

Lelio Basso, président du PSIUP et directeur de la Revue Internationale du Socialisme vient de passer 48 heures à Paris. Il a tenu à se rendre au siège du P.S.U. où une amicale discussion a rassemblé autour de lui Marc Heurgon, Jean-Marie Vincent, Michel Fontes, Jean-François Pertus et Jacques Kergoat.

Le PSU invité en Egypte

A l'occasion de la conférence de Rome, Zulfacar Sabri, qui conduisait la délégation de l'Union Socialiste Arabe a renouvelé au P.S.U. l'invitation à se rendre prochainement en République Arabe Unie. Les modalités d'un tel voyage qui pourrait se situer au printemps prochain, seront étudiées entre les deux partis.

Calendrier

VENDREDI 2 FEVRIER : « L'expérience municipale de Grenoble » sera l'objet d'un débat public organisé par le C.E.S. de Valence au foyer du théâtre municipal le vendredi 2 février 1968 à 20 h 45.

A. Boulloud et R. Gensburger, conseillers municipaux (P.S.U.) de Grenoble ainsi que Claude Glayman participeront à la discussion (ce dernier signera son livre « 50 millions de Grenoblois » à la fin de la réunion).

LUNDI 5 FEVRIER - PARIS - Groupe de la gare de Lyon. Réunion de reprises des cartes avec Manuel Bridier.

MARDI 6 FEVRIER - ROSNY (Seine-Saint-Denis). Réunion de reprise des cartes autour de Manuel Bridier.

VENDREDI 9 FEVRIER - SAINT-FLORENT et BOURGES - La situation économique et le problème de l'emploi. Réunion animée par Jacques Malterre.

Répression en Guadeloupe

Le 30 janvier, 15 Guadeloupéens en liberté provisoire et assignés à résidence en France ont tenu à Paris une conférence de Presse. Nous reviendrons la semaine prochaine sur les luttes courageuses des militants guadeloupéens et la répression féroce qui s'abat sur eux. Nous rendrons compte également du contenu de cette conférence à laquelle le P.S.U. était représenté par Edouard Depreux et Jean-François Pertus. Les fonds destinés à l'aide aux détenus peuvent être adressés à Louise Béthiot : C.C.P. 17.086.69 Paris.

Dordogne

Notre camarade le Docteur Jean Poms a été élu conseiller municipal de Bergerac, sur la liste d'Union de la Gauche (14 F.G.D.S. - 3 P.C. - 1 P.S.U.).

Fédération de Paris 11^e section

Vendredi 9 février à 21 heures, 23, rue Basfroy - Paris 11^e

REUNION D'INFORMATION
Robert Chapuis - Membre du B.N. du P.S.U. parlera des problèmes de l'enseignement.
Manuel Bridier - Membre du B.N. du P.S.U. exposera la réponse des forces socialistes à l'impérialisme américain dans le monde;
à cette occasion, les militants de la II^e section prendront leur carte pour 1968.

Fédération de Paris 20^e section

Jeudi 8 février à 21 heures, Salon des Prévoyants, 279, rue des Pyrénées - Paris XX^e

REUNION D'INFORMATION
« UN PROGRAMME POUR LA GAUCHE »

Edouard Depreux - Secrétaire national honoraire du P.S.U.
Marc Heurgon - Membre du bureau national.
Abraham Behar - Membre du comité politique national.

Fédération de Seine-St-Denis Section Epinay

Vendredi 9 février, 20 h 45, Parc des Sports (près du gymnase Léo Lagrange et du stade)

REUNION D'INFORMATION
« LA GAUCHE AU POUVOIR OUI... MAIS QUELLE POLITIQUE ? »

Edouard Depreux - Secrétaire national honoraire du P.S.U.
Marc Heurgon - Membre du bureau national.

PARIS - 20 h 30, rue Mademoiselle
Discussion-débat organisée par le CEDETIM sur l'expérience du Cambodge.

SARCELLES - Reprise de cartes. 21 h, Petit Théâtre, 1, rue de Picardie, avec Jean Dutheil (bureau fédéral du Val-d'Oise). Partie artistique : les ordonnances du Docteur Charles, par les Tréteaux du Théâtre Gérard Philipe.

SAMEDI 10 et DIMANCHE 11 FEVRIER DIJON - Stage sur les problèmes universitaires organisé par la fédération de la Côte-d'Or avec la participation de Robert Chapuis et d'Abraham Behar.

SAMEDI 10 et DIMANCHE 11 FEVRIER Congrès de la fédération du Morbihan, en présence de Marc Heurgon.

Manuel Bridier sera à NIMES et à MONTPELLIER les 10 et 11 février.

LUNDI 12 FEVRIER PARIS. Réservez votre soirée :

REUNION-DEBAT

avec Pierre Naville qui rentre de Cuba.

Michel Rocard, secrétaire national, a été contraint pour raisons de santé d'annuler les déplacements qu'il avait acceptés en province pour la fin janvier et le début de février. Il s'en excuse auprès des militants des fédérations intéressées. Ces réunions seront remplacées dans toute la mesure du possible dès qu'il sera complètement rétabli.

Ecoles fédérales

● **PARIS**

La fédération de Paris organise pour ce premier trimestre de 1968 un second cycle de formation consacré à :

L'ANALYSE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Ce cycle se déroulera sous forme de quatre soirées, à 20 h 30 précises :

- le 7 février (l'Amérique Latine)
- le 21 février (l'Asie du Sud-Est),
- le 6 mars (l'Europe),
- le 20 mars (le modèle capitaliste américain).

et un week-end (30 et 31 mars) consacré à la stratégie des forces socialistes en Europe face à l'impérialisme américain.

Les 4 soirées auront lieu chaque fois en deux points de réunion entre lesquels les participants pourront choisir à leur convenance :

- rive droite : 12, rue du Renard (IV^e),
- rive gauche : 81, rue Mademoiselle (XV^e).

● **RHONE**

Lyon - Ecole fédérale de formation, cycle 3 :

mardis 6, 13 et 20 février : les grandes étapes du mouvement ouvrier en France, à 20 h 30, 49 montée de la Grande-Côte, Lyon 1^{er}.

Courrier du PSU

CPN de septembre - Novembre 1967.

CPN de novembre - novembre 1967.

CPN de janvier - janvier 1968 (à paraître).

Abonnements : C.C.P. de T.S. n° 58.26.65

1 an jusqu'au 31-1-68 10 F

1 an à partir du 1-2-68 15 F

Numéro :

Jusqu'au 31-1-68 2 F

A partir du 1-2-68 2,50 F

Jazz

Musique d'un peuple en éveil

Claude Louis

« T.S. » se propose désormais de consacrer une chronique régulière au jazz, rubrique qui manquait singulièrement à l'équilibre de nos pages culturelles. C'est pourquoi nous avons demandé à notre collaborateur Claude Louis de tracer un rapide bilan de l'évolution du jazz depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Des articles plus liés à l'actualité devraient suivre ultérieurement.

Au-delà de son originalité esthétique, le jazz apparaît comme une prodigieuse aventure humaine dans notre société du XX^e siècle. On ne peut en effet dissocier l'évolution fulgurante de l'art négro-américain des conditions de vie du peuple noir confronté au déchirant problème que pose la ségrégation raciale aux U.S.A. Ignorer ou feindre d'ignorer cet état de fait — amplement confirmé par l'actualité — revient à nier la réalité spécifique du jazz.

Le « be-bop » et la bombe

En 1954, au moment où les musiciens « be-bop » créaient le style moderne, la bombe d'Hiroshima explosait. — Coïncidence frappante. — Ces deux événements sans lien apparent, marquent pourtant en se complétant, une immense mutation dans les esprits. L'inquiétude générale, la remise en question des valeurs créent un climat de turbulence qui ne peut échapper à la nouvelle génération du jazz. L'occasion est trop belle : les jazzmen sont pris du désir de rompre avec leur passé. Le glas de la résignation, de l'acceptation dans la consolation vibrante de leur musique, a sonné. Les jeunes créateurs noirs font passer le grand souffle de la revendication dans leur syntaxe instrumentale. L'éclatement de la section rythmique est synonyme de révolution. Le saxophoniste Charlie Parker, le trompettiste Dizzy Gillespie, le pianiste Theolonius Monk et le batteur Kenny Clarke élargissent le langage jazzistique en instaurant une complexité mélodico-harmonico-rythmique sans pour autant renier la tradition du Blues et les apports antérieurs du jazz « classique ».

Fini le jazz de l'Oncle Tom ! Le manifeste des boppers va faire école. Il sera tour à tour repris, repensé, réévalué et prolongé tout au long des deux dernières décennies.

A partir de 1948, on assiste à une sorte de réaction contre la bouillonnante brutalité du style « be-bop ». Le trompettiste Miles Davis, en compagnie d'un groupe d'instrumentistes blancs, dominé par les saxophonistes Lee Konitz, Stan Getz et Gerry Mulligan, inaugurent le style « Cool » qui calme la tempête bopienne par son raffinement et son rejet systématique de toute exubérance. C'est le temps de la méditation, la fébrilité cède la place à la détente. Le jazz moderne méditant les leçons du précurseur Lester Young, connaît sa phase impressionniste. Un parti-pris d'austérité s'installe avec les conceptions du pianiste blanc Lennie Tristano. Les hommes du jazz s'interrogent sur le devenir de leur musique et s'échappent de son courant dynamique par la fuite dans la drogue.

Dans les années 50, alors que le Modern Jazz Quartet de John Lewis illustre brillamment un style maniériste — la nouvelle vague noire entre en effervescence. Les jazzmen de Detroit et New York réveillent les consciences en mêlant les accents du blues et des spirituals avec les découvertes du be-bop. Le quintette du trompettiste Clifford Brown et du batteur Max Roach tonifie les hautes vertus de l'art négro-américain par une étonnante vitalité. Les Jazz Messengers du batteur Art Blakey déclenchent parallèlement leur orgie rythmique en renouant avec les sources africaines. Le déluge sonore des improvisations des saxophonistes Sonny Rollins et John Coltrane stigmatise la prise de conscience et pousse le jazz vers les sentiers tourmentés de la révolte qui gronde dans les tambours rituels d'Elvin Jones. Dans la mêlée engagée, l'orgue de Jimmy Smith et le quintette du saxophoniste Cannonball Adderley imposent la ferveur du blues. Les voix de Ray Charles et plus tard d'Otis Redding exaltent l'âme collective des ghettos des grandes cités — tandis que les gloires assagies des grands orchestres de Duke Ellington et Count Basie se refont une santé en profitant du renouveau imposé par les jeunes



A l'origine était Armstrong

Agip

gens en colère. En 1959, Miles Davis très attentif à l'évolution, enregistre avec John Coltrane et le pianiste blanc Bill Evans, une séance historique : c'est le fameux « Kind of Blue » synthèse exemplaire de l'esprit du jazz moderne.

La longue marche noire

Ainsi la jeune génération du jazz se fait « écho de la marche en avant du peuple noir » pour la conquête de sa dignité. Les jazzmen se sont donné les moyens de réfléchir sur leur art et de penser leur création en toute lucidité. Ils se sentent « majeurs » et entendent le crier aux oreilles du monde. Depuis les complaints des esclaves travaillant dans les plantations du Sud... la musique syncopée qui résonnait dans les rues, les « maisons closes » de la Nouvelle-Orléans et les boîtes du Chicago nocturne des années 20..., la folie du swing des dancings de Harlem jusqu'aux hardiesses vertigineuses des Boppers de la 52^e Rue... que de chemin parcouru !...

Au début des années 60, c'est le déclenchement de l'agitation raciale qui ne tarde pas à secouer l'Amérique déjà ébranlée par le conflit du Vietnam — bientôt traumatisée par l'assassinat du président Kennedy. Force est pour les poètes, écrivains et jazzmen noirs de s'associer aux appels véhéments des leaders révolutionnaires du « Black Power » en tra-

duisant les aspirations profondes de la négritude : ainsi naît le « Free-Jazz », expression furieuse du droit à la liberté totale. L'avant-garde se révèle pleinement avec les recherches très colorées de deux fortes personnalités ; le quartette de John Coltrane qui découvre les modes incantatoires de la musique orientale — de son côté, le bassiste Charlie Mingus développe un climat de transe frénétique au sein de sa formation. A leur suite, les saxophonistes Ornette Coleman, Eric Dolphy, Archie Shepp et le pianiste Cecil Taylor — les principaux initiateurs du Free-Jazz — ouvrent les voies de l'improvisation absolue en bousculant les limites harmoniques et les cadres rythmiques exploités jusque-là.

Dans le torrent déchaîné du jazz « libre » ou « new thing », la musique négro-américaine prend une dimension philosophique liée à des préoccupations religieuses et politiques.

Il semble qu'à ce niveau nous assistions à l'ébauche d'un humanisme progressiste susceptible d'influer sur l'avenir du monde contemporain. Dans la civilisation de demain le jazz ne manquera pas de dire son mot. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione

V.O.



L'ordre moral sera rétabli...

Cinéma

Vivre la révolution

Jean-Luc Pouillaude

Parme, 1962. La ville, assoupie sous une lumière blanche, tisse le réseau de ses ruelles, de ses places à colonnades, de ses cloîtres et de ses campaniles. Présence charnelle, elle est le signe de cette *douceur de vivre*, de cet engourdissement auquel on s'abandonne dans la torpeur des après-midi moites. Cette écœurante douceur distille un ennui profond, d'autant plus pernicieux qu'il reste indéterminé.

A Parme, en 1962, aux approches de Pâques, un fils de la bourgeoisie cherche à échapper à la pétrification en tentant d'être marxiste. Pour Fabrizio, le parti est le refuge par excellence, la niche, la machine à phraséologie qui dispense, comme autant de formules magiques, ses maximes toutes faites. Cette belle certitude se fissure du jour où son ami Agostino se suicide dans le fleuve pour échapper à d'identiques contradictions. Dès lors, la révolution devient cette baleine blanche que pourchassait Moby Dick, ce mythe entrevu le temps d'un éclair, puis perdu dans les lointains d'un horizon toujours reculé.

Mais il faut vivre, accrocher les jours aux jours pour combler le vide de l'ennui et enrayer le long pro-

cessus de désagrégation. L'amour qui lie Fabrizio à sa jeune tante, Gina, devient l'acte de *transgression* par excellence qui, dans son désordre et son incohérence, bouscule l'ordre éthico-politique du milieu bourgeois où il s'accomplit. D'elle-même Gina mettra un terme à cet amour impossible en rentrant à Milan. Fabrizio épousera Clélia, la fiancée de toujours, et l'ordre moral sera rétabli : « Je croyais vivre les années de la révolution, mais je vivais les années d'avant la révolution. » Cette forme de suicide est encore plus désespérée que celle d'Agostino : la soumission du vaincu est l'annonce d'une mort lente. *Prima della Rivoluzione* est le récit de cette agonie.

Tout se passe comme si Bertolucci avait semé son film de fausses clés. Telle la référence *stendhalienne* qui, jusqu'aux noms des personnages, doit nous inciter, dans son évidence même, à la méfiance. Réduire le film à n'être que l'expression d'une antériorité littéraire, serait le limiter dans sa visée proprement politique et le reléguer dans des discordances anachroniques. Une autre fausse clé serait celle de l'*autobiographie*, car s'il y a de fortes chances pour que la distance qui sépare Fabrizio de Bertolucci soit min-

ce, il n'en reste pas moins vrai que le chemin parcouru par celui-là reste exemplaire jusque dans l'entrelacs de ses contradictions. L'aventure personnelle de Fabrizio n'a de sens que si elle s'inscrit dans le destin commun de ces « fils de la bourgeoisie » à la recherche d'une conscience critique : « Et je compris que pour nous, fils de la bourgeoisie, il n'y avait pas d'espoir. »

Le film de Bertolucci est d'une beauté stupéfiante. Admirables sont ces ruptures stylistiques, brisant le caractère linéaire du récit en fulgurations lyriques, telle la ronde baroque d'Agostino à bicyclette ou l'adieu déchirant de Puck aux arbres, aux oiseaux et au fleuve. Ce mode d'écriture faussement classique se révèle en fait subversif, dégageant dans la dissolution des structures événementielles une expression *incantatoire* de la révolte individuelle. Tantôt de lents glissements de caméra et des cadrages en gros plans se font attention patiente à ce qui va surgir du silence et de l'incertitude, tantôt l'appareil cerne impitoyablement en des mouvements secs et rapides l'errance des per-

sonnages et leur fuite hors du champ.

Bertolucci se situe dans la trajectoire de ce *film unique* que réalise le jeune cinéma avec Marco Bellocchio (« *Les poings dans les poches* »), Jerzy Skolimowski (« *Le Départ* »), Gilles Groulx (« *Le chat dans le sac* ») pour ne citer qu'eux. Son film ne prétend pas résoudre un problème. Il reprend mais en la traduisant en termes idéologiques (« *Mon futur de bourgeois est dans mon passé de bourgeois* »), la problématique pavésienne de la difficulté d'être et du rapport amour-politique. Plus qu'à Stendhal, c'est à Pavese qu'il faudrait ici revenir : ce n'est pas pour rien que l'instituteur qui, pour Fabrizio, a joué un rôle d'*initiateur*, se prénomme Cesare. Reste cette cassure originaire qui témoigne de cette nostalgie d'un âge adulte — celui de la révolution — toujours différé : « Je voulais une humanité où les fils auraient été des pères pour leurs pères. » Cesare peut à juste titre citer Pavese : « *La maturité est tout.* » □

● *PRIMA DELLA RIVOLUZIONE*, film italien de Bernardo Bertolucci, avec Francesco Barilli, Adriana Asti.

A écouter

● *BEETHOVEN - Symphonie Héroïque.*

A 80 ans passés Otto Klemperer signe sa première intégrale symphonique de Beethoven. Ultime représentant d'une génération prestigieuse, ce chef à la personnalité forte et ombrageuse eut parfois tendance à ralentir voire à alourdir les œuvres qu'il dirigeait. Je n'en attendais pas moins son Beethoven avec curiosité, car ses défauts mêmes sont attachants : ma satisfaction est totale. La vigueur des attaques, la vivacité du scherzo et la grandeur méditative de la Marche Funèbre en font une des plus belles versions qui soient. (*Voix de son Maître*, 1 × 30 cm, 29,90 F.)

● *LISZT - Sonate en si mineur.*

Malgré sa deuxième rhapsodie que défignent trop d'orchestres de genre, Liszt reste le grand méconnu du XIX^e siècle. On ne retient de lui que les prétextes à virtuosité qu'affectionnent tant d'athlètes du piano. Il s'agit pourtant d'un musicien qui comprit, comme peu d'autres, les infinies possibilités de son instrument pour lequel il eut des intuitions fulgurantes. On

s'en convaincra sans peine en écoutant sa grande sonate : vaste poème pianistique qui réclame une sensibilité rare et une technique transcendante. Alexis Weissenberg est un de ceux qui répondent le mieux à ces exigences. (*Voix de son Maître*, 1 × 30 cm, 25, 00 F.)

● *RAVEL - L'œuvre intégrale pour piano.*

D'une luminosité classique, dont le sens du mystère n'est jamais absent, c'est avec celles de Fauré et de Debussy, l'œuvre la plus importante du domaine pianistique français. Une sensualité constamment maîtrisée jointe à un art très élevé de la construction en font une des créations sonores les plus délicates et les plus séduisantes. Samson François lui rend un hommage inégal où le souci de la haute voltige pianistique ne nuit parfois à la cohérence profonde des partitions. Il n'en reste pas moins à côté d'étonnantes acrobaties, des moments très purs qui justifient l'acquisition de ce coffret économique. (*La Voix de son Maître*, 3 × 30 cm.)

● A ceux que rebute l'achat de 3 disques, je conseille vivement l'enregistrement de Noël Lee plus constamment poète. (*Valois*, 1 × 30 cm. *Le tombeau de Couperin - Gaspard de la nuit.*) □

Semaine TV

ARIANE : Une comédie du célèbre réalisateur de « *Certains l'aiment chaud* », Billy Wilder, l'un des trois grands « *Viennois* » d'Hollywood (avec Ernst Lubitsch et Otto Preminger). 1^{re} chaîne. Dimanche 4 février. 20 h 45.

POESIE ET MAQUIS : Dans le cadre de son émission « *Le Club des Poètes* », Jean-Pierre Rosnay rendra ce soir hommage aux maquisards. Les Poëmiens diront « *La Ballade de celui qui chantait dans les supplices* » de Louis Aragon, Michel Bouquet « *Couvre-Feu* » de Paul Eluard. D'au-

tres poèmes encore de René Char, Robert Desnos, etc. (1^{re} chaîne, dimanche 4 février, 22 h 50.)

CAMERA III : Au sommaire, une « *Lettre de Rome* » avec pêle-mêle : Federico Fellini, le Western italien, Alberto Moravia, le Vatican et le marxisme, etc. et aussi une *interview* de deux jeunes structuralistes qui préparent l'Ecole Normale Supérieure. (Mardi 6 février, 2^e chaîne, 20 h.)

SOIREE HISTORIQUE : Projection de l'intéressant court métrage de Robert Menegoz « *La Commune* », suivie d'un débat qui, sur un sujet aussi explosif, ne devrait pas manquer d'intérêt. (Mercredi 7 février, 2^e chaîne, 20 h 30.)



Un bastion S.F.I.O.

Collombert

Congrès S.F.I.O.

Une fausse unanimité

Lucien Saintonge

Après les instances nationales du Parti Radical, le Congrès de la S.F.I.O. aurait dû samedi et dimanche dernier se limiter à ratifier la doctrine et les structures de la F.G.D.S. Ce devait être un congrès sans histoires. Mais après deux ans et demi d'oubli relatif, l'ancien candidat à la présidence de la République revenait à la charge.

Les radicaux sont-ils mûrs ?

On n'aurait guère parlé de son initiative si Gaston Defferre n'avait un sens aigu de la publicité. Leader de la plus puissante fédération départementale de la S.F.I.O. — celle des Bouches-du-Rhône — le Député-Maire de Marseille proposait à ses amis socialistes de réaliser tout de suite la fusion avec les Conventionnels sans attendre les Radicaux — pas assez mûrs à son goût. Un à un — se succédant à la tribune devant une salle de plus en plus turbulente — les orateurs du Congrès s'évertuèrent à critiquer cette proposition de « fusion partielle ». Sans aucune cohérence, une véritable fronde se dressa contre ce qui semblait être à la fois : un « lâchage » des radicaux, une tentative d'absorption des Conventionnels, une résurgence de la grande Fédération, une manœuvre contre Guy Mollet, une opération personnelle, etc.

Refaire 1905 ou refaire juin 65 ?

Mais aucun délégué n'aborda de front le vrai problème de l'orienta-

tion générale du parti. Il faudra sans doute le dire et le redire longtemps : il en est des structures de la vie politique, des structures des organisations politiques comme de toute institution — elles ne sont ni ne peuvent être bonnes ou mauvaises en soi. Les structures des partis comme les institutions ne valent qu'en référence aux objectifs qu'elles servent et au contenu qu'on leur donne. A cet égard, il est bien clair que M. X... est resté fidèle à lui-même. L'idée d'un grand parti socialiste et démocrate est toujours présente à son esprit, même s'il doit aujourd'hui employer des voies détournées pour tenter d'y parvenir. Dans l'immédiat en effet la fusion avec les Conventionnels (sorte de fraction de la grande Fédération) n'aurait pu que renforcer le courant moderniste au sein du parti ainsi créé. Cela aurait sans doute favorisé ensuite — la conjoncture politique ayant changé — un rapprochement avec le courant « centriste » renforcé par l'appoint radical. Cette démarche n'est-elle pas confirmée, par exemple, par l'appel lancé aux dix députés du Centre Démocrate ayant voté la dernière motion de censure ?

Amputé de ses implications concernant les alliances, ce débat sur les structures ne pouvait se faire que dans la confusion.

Une motion de « politique générale »

La fusion partielle écartée (par 1844 contre 923 mandats au vote indicatif) la résolution finalement adoptée à la quasi-unanimité devait



Dans la bonne humeur.

Collombert

répondre — sans grand engagement précis — au vœu général d'accélération de la fusion exprimé par la majorité des orateurs. Mais les thèses modernistes du G. Defferre devaient faire l'unanimité du Congrès sur une motion de politique générale.

Et c'est bien là l'essentiel, car ce sont les problèmes de fond qui révèlent l'orientation générale du parti. La motion adoptée en dit long à cet égard. Constatant les difficultés économiques et sociales actuelles, la S.F.I.O. n'hésite pas à reprendre l'analyse développée dans le discours de Gaston Defferre selon laquelle elles s'expliquent par la politique étrangère, la politique militaire et la politique monétaire du gouvernement ! Les congressistes de Suresnes n'ont-ils pas vu que les mesures de redressement envisagées par leur parti — parce que sous-jacentes à une

telle analyse — impliquaient en fait un retour pur et simple à l'atlantisme de la IV^e République ? On ne leur fera pas cette injure non plus qu'à Notebart qui devait se faire longuement applaudir en affirmant que l'union de la gauche ne se ferait pas si le parti devait se rallier pour cela au principe du neutralisme. Cette orientation ne conduit-elle pas inéluctablement à faire de certains représentants des travailleurs, d'honnêtes gérants du néo-capitalisme ?

Gaston Defferre a dû se morfondre dimanche soir d'avoir vu le Congrès de son parti adopter à l'unanimité sa politique et lui refuser, dans le même temps, avec la même unanimité les moyens de l'effectuer... Tous durent cependant regagner leur département avec la bonne conscience du bon militant heureux d'avoir une fois de plus préservé l'unanimité de son parti.

Des réponses à apporter...

Et pourtant, quelques orateurs semblent avoir entrevu les dangers d'un tel modernisme. A commencer par le Secrétaire général du parti. En réaffirmant sa fidélité aux principes socialistes, en se déclarant prêt à tirer les leçons de la IV^e République comme de l'expérience de Wilson en Grande-Bretagne, en tenant compte de l'opposition résolue de la bourgeoisie devant toute réforme à caractère socialiste, Guy Mollet semblait devoir aborder de vrais problèmes. On regrettera seulement qu'il ne les ait pas traités ; on aurait aimé connaître ses observations et les conséquences qu'il en tire. A cet égard, la franchise de Claude Fuzier comme de Piette sur les exigences du socialisme, sur les fausses unanimités du parti et sur les possibilités d'actions autres que parlementaires peut contribuer à clarifier les perspectives de la F.G.D.S.

Plus généralement, il est certain que toute réflexion sur les conditions d'établissement du socialisme ne peut que renforcer ses chances de succès. □